

Michel BOULET [dir.], *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945. Actes du colloque ENESAD, 19-21 janvier 1999, Dijon*, Educagri éditions, 2000, 525 p.

Laurent Le Gall

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/189>

ISSN : 1777-5434

**Éditeur**

Association des ruralistes français

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 juillet 2000

ISSN : 1280-374X

**Référence électronique**

Laurent Le Gall, « Michel BOULET [dir.], *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945. Actes du colloque ENESAD, 19-21 janvier 1999, Dijon*, Educagri éditions, 2000, 525 p. », *Ruralia* [En ligne], 07 | 2000, mis en ligne le 22 janvier 2005, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/189>

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Tous droits réservés

---

*Michel BOULET [dir.], Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945. Actes du colloque ENESAD, 19-21 janvier 1999, Dijon, Educagri éditions, 2000, 525 p.*

Laurent Le Gall

---

- 1 La lente progression du lecteur dans le très gros livre consacré aux enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture sur une longue durée (milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle-milieu du XX<sup>e</sup> siècle) n'est pas surprenante. Chacune des 61 contributions est souvent une découverte d'une parcelle de la connaissance en la matière ; le lecteur peut alors se perdre avec délice dans les méandres d'une histoire qui fait la part belle à de si nombreuses initiatives privées ou publiques — il y a comme un inventaire à la Prévert dans cette valorisation de la monographie : les Semaines agricoles féminines, les Maisons familiales rurales, l'École d'agriculture du Nivot, les évolutions pédagogiques à l'Institut agricole de Beauvais entre 1855 et 1945, *etc.* — ou s'agacer parfois de l'anecdotisme qui prévaut au détour de telle ou telle page.
- 2 Nous avons ressenti l'un et l'autre de ces sentiments à la lecture de cette somme issue du colloque organisé par l'Établissement national d'Enseignement supérieur agronomique de Dijon, qui se tint du 19 au 21 janvier 1999 dans la capitale bourguignonne. Cependant, au-delà de ces quelques remarques liminaires, force est de constater l'intérêt que les ruralistes, entre autres, peuvent trouver dans ce recueil qui évoque avec tant de force et de chaleur pour certains auteurs, le foisonnement des actions entreprises au cours des deux siècles. On y perçoit le rôle des élites qui se font les vecteurs de ce qui leur apparaît alors comme une modernisation de l'agriculture. Bien sûr, il serait illusoire dans ce compte rendu de vouloir évoquer chacun des articles rassemblés à l'intérieur des cinq grands thèmes : agriculture et enseignement, diffusion du progrès agricole, étude de

certains établissements de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur, enseignement colonial, approches internationales avec le Québec pour exemple privilégié. Aussi avons-nous décidé de rendre compte des actes de ce colloque en nous soustrayant à l'organisation thématique du sommaire pour essayer de dégager au mieux les problématiques récurrentes.

- 3 *Des dates et des phases.* Michel Boulet rappelle dans une longue introduction que la formation des acteurs de l'agriculture s'est faite au fur et à mesure, selon des à-coups liés à la ténacité de certains acteurs qui voulaient faire aboutir des projets, à la cécité ou non de régimes successifs qui s'employèrent avec plus — la Monarchie de Juillet — ou moins — le Second Empire — de conviction et d'intérêt — la Troisième République à la conquête des campagnes — à s'atteler à ce nouvel enjeu. Il y eut ainsi des phases d'apparente stagnation et des appels au changement. Il y eut aussi des points d'orgue, lois ou décrets générateurs de transformations mais plus souvent sanctions d'évolutions antérieures, que l'historien retient comme les repères saillants dans le *continuum* chronologique. Le décret du 3 octobre 1848 qui confie à l'État la formation professionnelle des paysans et structure cet enseignement en trois niveaux, primaire dans les fermes-écoles, secondaire dans les écoles régionales et supérieur à l'Institut national agronomique, est-il fondateur ? Outre qu'il est — malicieusement pourrait-on dire — à l'origine de ce colloque tenu dans le cadre des célébrations officielles du cent cinquantième du texte-phare et qu'il permet à Maurice Agulhon de dresser un splendide et synthétique tableau de « 1848 et le monde rural » et à Antoine Prost de livrer un point de vue argumenté sur « L'enseignement agricole, un enseignement technique différent ? », il demeure avant tout un acte volontariste. Préparé dès la fin de la monarchie louis-philipparde (Charles-Édouard Royer évoqué comme père méconnu par Pierre Zert), le décret présenté le 17 juillet devant l'Assemblée par le ministre de l'Agriculture et du Commerce, Tourret, est l'objet d'un débat qui fige pour longtemps la vision des deux camps : aux conservateurs qui privilégient l'image d'un paysan éternel paré de vertus naturelles s'oppose une volonté républicaine d'émancipation intellectuelle et économique des campagnes (Annie Bleton-Ruget). De succès mitigés en échecs, le projet fut laminé pendant le Second Empire sous l'effet de plusieurs facteurs : un nouvel empereur peu soucieux de considérer l'enseignement professionnel agricole comme une priorité, des notables jouant surtout la carte de cours d'agriculture dispensés par les instituteurs des écoles primaires, enterrent de fait les espoirs de la Seconde République en rognant sur les crédits des fermes-écoles, malgré les 46 projets déposés en 1849, et des quatre écoles régionales (Nadine Vivier). Une scansion se dessine donc. Phase d'émergence dès la fin de l'Ancien Régime avec son lot d'initiatives de notables férus d'agronomie, inscrits dans la mouvance des physiocrates, soutenus par l'État : seize sociétés d'agriculture existent en 1763 rappelle Michel Cointat. Celle de Bretagne, la première qui naquit en 1757, est analysée par Martine Cocard. Quelques nobles passionnés par les nouvelles expériences en matière d'agriculture y participent, se donnent des objectifs : multiplier les prairies artificielles, favoriser les défrichements, vulgariser les nouvelles méthodes. L'écho est faible, la société meurt en 1770, avant de ressusciter vraiment en 1833, sous l'impulsion de l'administration et du conseil général. Exemplarité de la démarche et difficultés de la tâche : la Société royale d'agriculture de Rennes est en quelque sorte le parangon de ce que d'aucuns essayèrent de créer un peu partout en France, à l'image par exemple des écoles vétérinaires de Lyon (1761) et d'Alfort (1764) fondées par Claude Bourgelat avec l'assentiment du contrôleur général Bertin (Béatrice Bach-Lijour). Phases de confusion sous la Révolution et de reprise sous la Restauration ; le règne de Charles X voit une

participation de l'État à un enseignement agricole balbutiant, la création de plusieurs écoles dont l'Institut de Roville en 1822. Mathieu de Dombasle pose les bases d'un enseignement à la fois théorique — que l'on songe aux *Annales agricoles* publiées entre 1824 et 1837 — et surtout pratique : chaque semaine, celui qui allait devenir une des figures tutélaires de l'enseignement agricole en France se pliait à un « tour de plaine », commentant les travaux et les expériences menées sur le domaine (Fabien Knittel, Marc Benoît et Michelle Cussenot). Phase d'efflorescence sous la Monarchie de Juillet que couronne d'une certaine façon le décret proposé par Tourret. Tandis qu'en 1836 l'agriculture fait son entrée dans les disciplines enseignées aux instituteurs dans les écoles normales, comme le souligne Anne-Marie Lelorrain dans son article de synthèse sur « le rôle de l'école primaire dans la formation des instituteurs de la Révolution à la Libération », les fermes expérimentales imitant celle de Grand-Jouan se répandent. C'est aussi le grand début des comices agricoles. René Bourrigaud décrit par le menu ceux de la Loire-Inférieure, produits d'une maturation qui commence vers 1835. Ici encore, les efforts des notables, ceux du personnel administratif ou politique départemental se conjuguent pour en faire de véritables instruments de développement des campagnes. Au nom d'une certaine idée du progrès, ils doivent être à l'origine d'une révolution agricole espérée et attendue, selon trois principes : émulation des paysans, diffusion des nouvelles méthodes, augmentation de la production agricole. Phase de sédimentation voire de relatif désintérêt sous le Second Empire, avant une nouvelle phase d'épanouissement sous la Troisième République. Les initiatives fourmillent, à la fois pour émanciper les campagnes et pour les encadrer. De nouvelles actions se superposent aux précédentes et donnent l'impression d'une indescriptible pluralité des voies envisagées, avant que la loi du 2 août 1918 portant sur l'organisation de l'enseignement professionnel de l'agriculture ne vienne y mettre de l'ordre. Les conférences agricoles, par exemple, se multiplient dans le département du Rhône après 1871 ; le professeur itinérant organise chaque année sa tournée dans les communes, initie un auditoire souvent nombreux à l'utilisation des engrais chimiques, se heurte aux résistances des cultivateurs face à la mécanisation, réussit à convaincre les viticulteurs de faire greffer de nouveaux cépages en pleine crise du phylloxéra (Caroline Gilberte). À un autre niveau, celui de l'État, la loi du 16 juin 1879, officialisant un type d'enseignement déjà expérimenté sous le régime de Napoléon III, rend obligatoire la création d'une chaire d'agriculture dans les départements non dotés. Et Thérèse Charmasson s'intéresse de près à ce nouveau corps de professeurs départementaux à la fin des années 1880. Ronald Hubscher, quant à lui, propose un panorama des vicissitudes de l'enseignement agricole dans les écoles vétérinaires depuis leur création ; il nous convie ainsi à réfléchir sur la complexité du statut des enseignements et sur ce qu'il signifiait du rôle dévolu à la profession de vétérinaire. « Le retour à la terre » à partir des années 1880 confirmait alors la vocation qu'avaient ces nouveaux notables à incarner le progrès sous toutes ses formes (l'hygiène, la réussite par les études) dans les campagnes. D'autres moments, d'autres phases peut-être moins apparents auraient pu être encore évoqués, car le catalogue des projets et celui des mesures prises est vaste. Il dit surtout l'intérêt privé ou public répété pour un développement de l'agriculture à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.

- 4 *Acteurs, initiatives*. Ils furent essentiels, elles furent nombreuses. Elles sont le fruit de personnalités qui ont cru à la légitimité de leur entreprise, d'associations qui se sont employées à mener à terme une expérience. Pour illustrer le premier cas, citons le député Plissonnier, « un prophète oublié » selon Pierre Barral, alors qu'il fut un des chantres de l'enseignement agricole à la Chambre des députés avant la Première Guerre mondiale ;

citons aussi, dans un tout autre registre, les efforts de sœur Chupin qui créa en 1931 le Centre de Bouldoire et sa ferme d'application afin de pourvoir à la formation des agricultrices du département de la Lozère (Isabelle d'Orgeval et Jean-Louis Bourrier). Pour illustrer le second cas, plutôt que d'évoquer les efforts déployés dès l'entre-deux-guerres par la jeunesse agricole catholique pour créer une élite de paysans devant donner l'exemple et encadrer les communautés (Bernard Massondo, François Colson), nous nous intéresserons davantage à ce qu'écrivit Marcel Vigreux. Son étude comparative porte sur la création et le fonctionnement des deux fermes-modèles/écoles de Tavernay dans l'arrondissement d'Autun (1840) et de Poussery dans la Nièvre (1843) et permet de comprendre les problèmes auxquels elles furent confrontées. Malgré leur influence certaine quoique difficile à mesurer, elles achoppèrent sur un certain nombre d'obstacles : méfiance des agriculteurs devant les « demi-savants » des deux sociétés d'agriculture qui les avaient soutenues, échec des tentatives d'amélioration de la race charolaise par les races anglaises à Poussery, quasi-impossibilité des petits exploitants majoritaires pour dégager un capital suffisant et nécessaire à l'innovation. De même, à propos des comices agricoles, on saura gré à Jean-Luc Mayaud de pointer les enjeux — le type d'encadrement par les notables avec ses ramifications sociales et politiques — d'associations qui furent à la fois les reflets et les acteurs du développement de l'agriculture. En prônant l'étude des gagnants aux multiples concours, il rappelle combien l'excellence agricole fut aussi le fait d'élites rurales diversifiées et renverse la problématique courante qui associe généralement progrès et projets initiés par le haut (notables, administration, gouvernement). Au total, et bien que certaines actions n'eurent pas les succès escomptés — Jean-Yves Puyo analyse par exemple l'atonie de l'enseignement agricole dans les Basses-Pyrénées en décrivant l'inertie du conseil général, des grands propriétaires et la méfiance du clergé à l'égard d'une mission qui semblait lui échapper — c'est de l'importance des canaux de diffusion, de l'échange et de la réception des idées dont il s'agit de faire l'inventaire.

- 5 *Diffusion et réciprocité*. C'était un des enjeux du colloque. Il a été peu mis en valeur et on le regrettera. L'explication diffusionniste règne. L'analyse qu'entreprend Jean-Claude Bonnefont d'un journal d'agriculture édité à Nancy, *Le Bélier*, qui parut sans interruption de 1863 jusqu'à la guerre de 1914-1918, permet surtout de découvrir le contenu de l'enseignement de son fondateur, Jacques-Auguste Paté. En revanche, Michel Vernus, dans un article sur la diffusion du progrès agricole en Franche-Comté entre 1760 et 1889 montre que celle-ci se fit davantage par l'imprimé que par l'institution scolaire. En témoigne le développement de la littérature agricole qui se répandit dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans les villages comtois, dont le *Messenger Boiteux*, almanach, et le *Manuel pratique et populaire d'agriculture* (1835) de Simon Bonnet sont les symboles. Enfin, on saluera le beau travail de Christophe Bonneuil sur la diffusion de l'arachide dans le Sénégal colonial. En s'interrogeant sur la confluence et le processus d'agrégation des « savoirs paysans » et des « savoirs savants », en soulignant ce que la diffusion de pratiques et de politiques de développement peut avoir de plus ou moins prégnant sur des sociétés administrées, il ouvre de nouvelles pistes de réflexion bien au-delà des frontières de son travail. C'est peut-être là la meilleure conclusion de ce colloque.

---

## INDEX

**Index chronologique** : XVIIIe siècle, XIXe siècle, XXe siècle